Pro J

37

bpost
PB-PP | B-01099
BELGIE(N)-BELGIQUE

01

Pro J — Publication Trimestrielle: mars — avril — mai 2021 | Bureau de dépôt: 1099 Bruxelles | nº d'agrément: P 605078
Éditrice responsable: Julie Ben Lakhal — bd de l'Empereur 15 — 1000 Bruxelles ||| Autorisation de fermeture: 1099 BRUXELLES 1/1844 Écrit périodique
ProJeuneS asbl — bd de l'Empereur 15|3 — 1000 Bruxelles | Numéro d'Entreprise 0469132679 | CB BE78 877794670186 | Arrondissement judiciaire de Bruxelles

ProJeuneS

ASBL Fédération des jeunes socialistes et progressistes

Sommaire

05 Édito
Alain Detilleux - Julie Ben Lakhal

06 Sectoriel : Considérations sur une jeunesse déconsidérée
Julie Ben Lakhal

10 Le Bidochon du trimestre : Nicolas Sarkozy
Charles-Maurice de Talleyrand-Périgord (sans bas de soie)

12 Les jeunes de Promo face à la crise
Promo Jeunes

18 Covid-19 : Appel mobilisation contre l'isolement et la précarité étudiante
Jeunes FGTB

22 Solitude et Précarité des étudiants et des étudiantes
MJS - Jeunes Socialistes

26 Le jardin du renouveau ! Avec la Maison des Jeunes
Les Castors

28 La réforme du calendrier scolaire
Faucons Rouges

30 Guide-Repères bientraitance : le nouveau guide de Latitude Jeunes pour gérer positivement les conflits et les violences en collectivité
Latitude Jeunes

32 Une reconnaissance mieux pour agir
TYN

34 La protection sociale universelle pour protéger chacun d'entre nous
Solsoc

Rédaction

Rédacteur en chef
Alain Detilleux

Présidente
Dorota Golik

Secrétaire générale
Julie Ben Lakhal

Coordinateur de projets
Nicolás Fernandez

Chargée de formations
Delphine Gantois

Assistante de formations
Catherine Barette

Coordination,
Infographie et Mise en page
Alain Detilleux

Logistique et communication
Francine Delfosse

Secrétariat
Marielle Delbaere

Rédaction de Pro J
ProJeuneS asbl
bd de l'Empereur 15|3
1000 Bruxelles

T. 02 513 99 62
F. 02 502 49 47
edition@projeunes.be
projeunes.be
facebook.com/projeunes

Retrouvez ce numéro en ligne :

Les propos tenus dans les textes relèvent de l'entière responsabilité de leurs auteurs.

Nous remercions sincèrement tous les intervenants extérieurs qui ont apporté leur contribution à ce numéro.

Édito

À l'heure où sort ce numéro du Pro J, il y a un an exactement que la crise sanitaire du Coronavirus a produit un de ses effets les plus spectaculaires sur la vie sociale, avec la mise en place du premier confinement, à la mi-mars 2020. Quelles que soient les réflexions philosophiques ou les images médiatiques que l'on a pu tirer de cet événement historique exceptionnel, peu ont anticipé les conséquences profondes de mesures aussi drastiques, sur une période qui — de mesures temporaires en prolongations de plus en plus *prolongées* —, n'a cessé de se pérenniser. Aujourd'hui, le discours ambiant veut carrément que la « normale » ne soit plus qu'un *entre-deux-crises*, si tant est qu'elle revienne vraiment !

En quelques mois et un second confinement assorti d'un couvre-feu, ce fameux « Monde d'après », qui semblait inéluctable à la faveur de la crise, semble bien désormais avoir été *vampirisé* par le « Monde d'avant », qui n'a pas cessé d'ailleurs d'être le « Monde tout court ».

Le problème, c'est qu'au-delà des concepts plus ou moins idéalistes, à commencer par celui de « révolution » (sociale, personnelle, etc.), le monde tel qu'il sera, appartiendra immanquablement aux jeunes d'entre nous… Si toutefois, ils y croient encore et si on leur en donne les moyens pratiques et créatifs.

Et c'est bien là que le bât blesse. De toutes les catégories de la population, très impactées par les mesures restrictives et la quasi-absence de vie sociale et intellectuelle, les jeunes sont parmi les plus profondément touchés. Cela est d'autant plus dramatique que cela aura nécessairement un impact sur le long terme, tant en termes de santé mentale, que d'engagement résolu dans la vie sociale ou de confiance en l'avenir.

En effet, quoi de plus imprécis, d'angoissant et de fermé que l'avenir vu à travers le seul prisme de la crise *Covid*, et à l'épreuve d'un quotidien gravement appauvri, qui revient à peu près à une séquestration sans issue ni délai, dont la pénibilité est encore renforcée par la cohabitation constante avec des parents qui ont eux-mêmes des difficultés à gérer la situation ?

D'un côté, les injonctions culpabilisantes se multiplient (port du masque, couvre-feu, interdiction de réunion…) ; de l'autre, les espaces de libertés individuelles et collectives et les possibilités d'épanouissement intellectuel se restreignent (école sinistrée, culture disqualifiée, sorties criminalisées…). Pour autant, les exigences systémiques à l'endroit des jeunes ne faiblissent pas, et rappel leur est continuellement fait de rester sur le droit chemin, de produire des travaux et des résultats scolaires exemplaires, là où un temps assez long a été mis afin que des assouplissements soient à l'ordre du jour pour cette année scolaire 2020-2021, tant pour les élèves que pour les profs. Comme les travailleurs étaient déjà des *machines à produire*, les étudiants et les jeunes semblaient désormais n'être plus que des *machines à étudier*, d'autant qu'ils n'avaient virtuellement *plus que ça* à faire de leurs journées !

Les cris d'alarme se multiplient dans les différents Secteurs de la jeunesse, OJ et CJ, qui sont eux-mêmes les porte-voix des jeunes, et ProJeuneS s'inscrit naturellement dans ce mouvement général. Ce numéro est essentiellement consacré à cette parole des jeunes et de ceux qui les côtoient autant qu'ils le peuvent encore, souvent au prix de leur propre mise en précarité structurelle.

Car si les jeunes sont en graves difficultés, c'est *aussi* parce qu'on a eu du mal à prendre en compte les difficultés de tous ceux qui sont les relais institutionnels désignés de leur parole et qui tentent, tant bien que mal, de se conformer aux injonctions légales « de crise », en perpétuelle évolution depuis un an déjà. Cela sans prise en compte concrète des considérations humaines et économiques que cela entraîne, jusqu'aux séquelles que cela laissera durablement dans tout le Secteur jeunesse. Ce secteur qui, pourtant, est encore un des seuls à tenter d'offrir aux jeunes une perspective vivable et un des derniers ballons d'air frais qu'il leur reste, notamment à l'approche du blocus de juin !

Alain Detilleux — Rédacteur en chef
Julie Ben Lakhal — Secrétaire générale
03.2021

Sectoriel : Considérations sur une jeunesse déconsidérée

La crise sanitaire que nous traversons a permis de mettre en évidence certains métiers, d'ordinaire trop peu valorisés. Parmi ceux-ci, les métiers du monde médical bien sûr. Mais, beaucoup moins médiatisés et pourtant bien présents, les OJ et les CJ ont dû faire preuve d'une créativité hors du commun pour rester, au jour le jour, en relation avec les jeunes. Ils ont été les premiers, en tant qu'acteurs de terrain dans les quartiers à alerter les politiques sur la détresse des jeunes.

Confinés dans leurs maisons ou appartements, les jeunes ont tout de même pu compter sur le soutien des nombreux animateurs pour répondre aux angoisses générées par cette situation inédite. Grâce à l'action des Centres et Organisation de jeunesse, ils ont pu maintenir tout de même des échanges avec d'autres jeunes et poursuivre certains projets.

Enfin, aujourd'hui, leurs voix s'élèvent notamment dans les médias et sur les réseaux, pour clamer leur désarroi et leurs difficultés dans le cadre la pandémie et de ses restrictions sévères. Dès lors, la colère gronde aussi au sein des structures fréquentées par la jeunesse. Car on pense souvent aux jeunes en tant que « jeune étudiant » ou « jeune travailleur », mais on oublie que le jeune est aussi quelqu'un qui vit dans un quartier, dans une commune ; un jeune qui participe à des activités lui permettant de rencontrer, d'échanger et de s'émanciper ; un jeune qui s'engage dans une formation via l'Éducation populaire et qui milite ou devient volontaire pour acquérir de l'expérience.

Depuis février, les Gouvernements prennent enfin la mesure des dangers psychosociaux de nos jeunes et surtout pour les 13-25 ans, oubliés depuis le début de cette funeste pandémie. Un ensemble de mesures permettent « un peu » de liberté aux Secteurs de la Jeunesse avec des enjeux uniquement liés à un aspect essentiel : lutter contre le décrochage scolaire.

Nous saluons certes cette démarche. En tant qu'acteurs de terrain, les Organisations de jeunesse sont bien conscientes qu'une scolarité complexe engendre des freins à l'insertion socioprofessionnelle, dans la société, pour les jeunes adultes de demain.

Toutefois, cela ne suffit pas ! Les protocoles pour notre secteur restent drastiques en comparaison avec d'autres secteurs dont les activités sont pour nous connexes.

La prochaine difficulté à laquelle nous serons confrontés réside d'ailleurs en une adéquation entre les prescrits du Secteur jeunesse et de celui de l'Éducation permanente, de l'Enseignement ou de l'Enfance.

À titre d'exemple, on se retrouve confronté à des jeunes qui souhaitent disposer du Brevet d'animateur ou de coordinateur de Centre de vacances et qui risquent, en cas de non-assouplissement des normes sanitaires actuelles, de devoir renoncer à leur vocation.

Mais si les associations pouvaient se permettre le luxe de ne s'inquiéter que pour la concordance des multiples protocoles, parfois contradictoires, qui s'imposent à nous, la situation en serait presque idyllique.

Aujourd'hui, nous sommes confrontés à la pire crise depuis la Seconde Guerre mondiale. À la fin de celle-ci, nous avons pu bénéficier d'un investissement conséquent pour permettre de relancer l'économie.
Aujourd'hui la ministre Glatigny nous annonce avec un sourire circonstanciel : Un million et demi d'euros pour les secteurs OJ et CJ, en vue d'assurer l'urgence, la relance et même le développement. Trois en un et, de surcroît, à un moindre coût !

Pour nous, c'est Indécent et surtout insuffisant, quand on sait que la crise sanitaire rend presque impossible le remplissage des obligations de volume d'activités prévues par le Décret pour les associations agréées.
Le comble, c'est quand la ministre annonce, la semaine dernière, sur Facebook, qu'elle met 200 millions sur la table pour les quatre années à venir en suscitant l'espoir chez les plus naïfs d'entre nous. L'essentiel de mon travail ces derniers jours a été d'expliquer que les 200 millions correspondent en fait à la projection sur quatre ans des cinquante millions votés au budget jeunesse de la FW-B 2021, ni plus ni moins.

Le moratoire pour les nouveaux agréments prévu initialement par la ministre, n'a pas été officiellement appliqué — dans les faits, le Secteur semble donc verrouillé pour quatre ans.

Je pense notamment à toutes ces associations de jeunes comme TYN asbl, qui accueillent actuellement un grand nombre de jeunes, qui sont prêtes à être reconnues comme OJ ou comme CJ et qui, sans reconnaissance prochaine, devront fermer leurs portes ; ou encore à ces Maisons de jeunes (comme la MJ de Jambes par

exemple), qui ont perdu leur reconnaissance et qui doivent se battre aujourd'hui pour accueillir les jeunes.

Qui pourrait prendre au sérieux l'idée d'une relance sans moyens supplémentaires ? C'est un peu comme si le plan Marshall après la guerre s'était limité à vendre les dépenses existantes, sur une base pluriannuelle.

Aujourd'hui, nous sommes à bout. Bien sûr, en tant que représentants institutionnels, nous restons constructifs et ouverts pour travailler encore sur les futurs protocoles Covid et discuter des nombreux projets de réformes ministérielles, et ce à différents niveaux (ACS, APE, rythmes scolaires et même un Décret jeunesse qu'il faudrait finaliser déjà en juin et dont personne ne veut).

Mais la jeunesse que nous représentons ne peut plus accepter le manque de considération dont elle est l'objet. Nous sommes à la croisée des chemins.

La non prise en compte des attentes des jeunes met à mal, tant notre vie associative que nos idéaux démocratiques. Le contexte sanitaire est pesant, mais notre jeunesse a été patiente jusqu'à maintenant.

Alors, notre secteur veut porter la parole des jeunes. Cela fait par ailleurs partie de ses missions, tandis qu'un mouvement social est en cours — et ce n'est qu'un début. Nous avons pu en apercevoir la teneur déjà le 24 février dernier, à l'occasion de l'action spontanée de plusieurs jeunes actifs dans les Maisons de jeunes et privés depuis trop longtemps d'un lieu de socialisation.

Dans les jours et semaines qui viennent, chacun dans ce pays devra choisir entre assumer le rôle essentiel de relais des préoccupations légitimes des jeunes ou assumer la complicité avec ceux qui se complaisent à s'ériger en fossoyeurs de leurs aspirations.

Julie Ben Lakhal
Secrétaire générale de ProJeuneS asbl

Le Bidochon du trimestre : Nicolas Sarkozy

Pour chaque numéro, tous les trimestres, Pro J élit désormais son « Bidochon du trimestre », soit, le responsable politique ou la personnalité publique qui aura mérité cette distinction par ses déclarations dignes du Café du commerce, dans l'exercice de ses fonctions.

En une de son édition du 2 mars 2021, *La Libre Belgique* titrait, après la condamnation de l'intéressé pour corruption : « La fin politique de Nicolas Sarkozy ». Il est temps qu'un hommage solennel lui soit rendu dans cette revue pour l'ensemble de son œuvre. L'ancien président de la République est désormais consacré comme Bidochon du trimestre. Soyons de bon compte, avec la manière dont il s'est illustré tout au long de sa carrière, il aurait pu prétendre au Bidochon du siècle. C'est au siècle et même au millénaire précédent que débute la carrière de Nicolas Sarkozy, lorsqu'il réussit à chiper à son mentor de l'époque, Charles Pasqua, la mairie de Neuilly. Ce dernier, qui avait demandé au jeune premier Sarkozy d'organiser sa campagne électorale, est alors pris de court par la candidature surprise de son protégé qui s'impose finalement comme maire. Il trahira également Jacques Chirac, douze ans plus tard, en soutenant la candidature d'Édouard Balladur à la présidence de la République. Si Sarkozy est alors ostracisé pendant plusieurs années, Chirac fera appel à lui en 2002, après son second tour victorieux contre Jean-Marie Le Pen. Pour contrer la menace grandissante de l'extrême droite, Sarkozy assume le mandat de ministre de l'Intérieur et endosse le costard du vociférant droitier de service. Lors des émeutes dans les banlieues françaises de 2005, dans une posture résolument matamoresque, il éructe devant les habitants excédés par les violences : « Vous en avez marre de cette racaille, on va vous en débarrasser. » Quelques mois auparavant, il avait également préconisé de « nettoyer » une cité de La Courneuve au *Karcher*.

Élu à son tour à la présidence, en 2007, il ne se résout pas pour autant à polir son discours. À un citoyen qui refuse de lui serrer la main au Salon de l'agriculture, il répond avec une réplique que Binet n'aurait eu aucun mal à mettre dans la bouche de son Bidochon : « Casse-toi, pauv'con ! » Outre ses outrances langagières, il poursuit sa drague éhontée de l'électorat lepéniste, en ressassant les pires clichés. Ainsi, lorsqu'il désigne Rachida Dati comme ministre de la Justice, il se justifie d'une manière particulièrement subtile : « Dati, avec père et mère, algérien et marocain, pour parler de la politique pénale, ça avait du sens. » À Dakar, dans un des discours les plus retentissants de son quinquennat, devant un parterre d'étudiants de la capitale de l'ancienne colonie, il fustige l'homme africain qui « n'est pas suffisamment rentré dans l'Histoire » et expose une analyse particulière du retard de développement du continent africain.

C'est peut-être Barack Obama qui décrit le mieux le personnage dans ces mémoires : « Sarkozy était tout en emportements émotifs et en propos hyperboliques. Avec sa peau mate, ses traits expressifs, vaguement méditerranéens […] et de petite taille (il mesurait à peu près 1,66 mètre, mais portait des talonnettes pour se grandir), on aurait dit un personnage sorti d'un tableau de Toulouse-Lautrec. […] Les discussions avec Sarkozy étaient tour à tour amusantes et exaspérantes, ses mains en mouvement perpétuel, sa poitrine bombée comme celle d'un petit coq, son interprète personnel (contrairement à Merkel, il parlait un anglais limité) toujours à ses côtés, reflet exalté de chacun de ses gestes, de chacune de ses intonations, tandis que la conversation passait de la flatterie à la fanfaronnade, sans manquer d'une authentique perspicacité ni jamais s'éloigner de son intérêt premier, à peine déguisé, qui était de se trouver au cœur de l'action et de s'attribuer le mérite de tout ce qui valait qu'on s'en attribue le mérite. »

Désormais reconnu coupable de corruption et de trafic d'influence, Sarkozy est resté fidèle à lui-même sur le plateau de TF1 qui l'avait invité à venir s'expliquer sur sa condamnation. L'altruisme qui transparaissait dans ses propos était presque touchant : « Faudra qu'un jour ceux qui ont engagé ces actions disent aux contribuables français ce que cela a coûté ! »

Jusqu'au bout, il se sera démené pour obtenir le titre mérité de Bidochon du trimestre. Chapeau bas !

Si vous avez des suggestions pour le trimestre à venir, n'hésitez pas à nous les envoyer par courriel à : s-g@projeunes.be

Charles-Maurice de Talleyrand-Périgord (sans bas de soie)
03.2021

Promo Jeunes asbl

promojeunes-asbl.be

Les jeunes de Promo face à la crise

Promo Jeunes ASBL a laissé la parole à six jeunes actifs de près ou de loin dans les activités de l'Association. Comment font-ils face ? Comment vivent-ils les moments troublés que nous traversons ? Olivia, Soraya, Ségolène, Mohammed, Sébastien et Loric présentent avec leurs mots, une vision de ce temps de confinement.

Comment as-tu vécu cette année, et comment te sens-tu actuellement ?

Olivia, 25 ans, en dernière année d'études de Médecine : Cette année *Covid* fut très difficile pour les stages, parce qu'on s'est retrouvés à beaucoup d'étudiants pour peu de stages disponibles. On a été forcés de réduire notre présence à l'hôpital et d'y être avec un encadrement réduit.
C'était difficile de profiter à fond de l'expérience pour découvrir une spécialisation. C'est pourtant le but d'un stage car, dès l'année prochaine, on doit postuler pour obtenir un poste dans une spécialisation de notre choix. Or choisir presque « à l'aveugle » c'est compliqué.
« Perdre » une occasion d'approfondir les choses pour savoir si une spécialisation peut nous convenir ou pas, c'est une source de stress.
Actuellement, je me sens épuisée parce que c'est ma dernière année de médecine et donc on est submergés par les travaux qu'on doit rendre. À tout ça s'ajoute le blocus pour mon examen final et la rédaction de mon mémoire, qui est assez massif en médecine. Bref beaucoup de fatigue et un peu de stress.

Loric, 22 ans, étudiant en 2e Master en Photographie à l'Académie Royale des Beaux-Arts de Bruxelles : C'était compliqué dans un premier temps. Maintenant, ça va mieux. Je commence à m'habituer au confinement, aux restrictions et tout ça, même s'il y a certains aspects qui me manquent quand même. Mais ça s'améliore je vais dire. On s'habitue.

Sébastien, 26 ans, aide-comptable de Promo Jeunes ASBL : Une année très difficile avec le Covid. Mais on fait avec. Aujourd'hui je me sens bien. Il faut bien prendre certaines mesures provisoires pour en finir avec cette épidémie.

Soraya, 27 ans, un enfant, depuis un an chez Promo Jeunes ASBL : Dans un premier temps, le fait d'avoir été confinée m'a permis de me retrouver seule, d'avoir plus de temps pour ma fille et moi. Nous avons eu l'occasion de faire des choses que nous ne prenions pas le temps de faire. Mais ensuite, le manque de contacts humains, d'activités, de sorties, a commencé à beaucoup me peser.

Mohammed, 17 ans, en dernière année du Secondaire : Je me sens plutôt anxieux et privé de libertés… Je n'ai jamais aussi été inquiet quand je sors et cela fait très longtemps que je n'avais plus eu aussi peur de la police. Même si cela fait maintenant un an, ce n'est toujours pas vraiment intégré dans le quotidien et il y a toujours cette pression, notamment par rapport au port du masque.

Ségolène, 29 ans, entrepreneuse : Personnellement, j'ai très bien vécu l'année et actuellement je me sens bien. Le fait que le monde s'est arrêté autour de moi, ça m'a aidé dans la mesure où cela a fait redescendre la pression. Il n'y a pas eu de « *FOMOS* » (*Fear of missing out something*, c'est-à-dire la peur de manquer quelque chose), puisque tout était à l'arrêt. Cela m'a permis de faire une introspection et de prendre le temps de réfléchir à mon projet et à la vie que je veux mener.

Quel aspect de ta vie a été le plus impacté ?

Olivia : En temps normal, j'évacue tout ça en pratiquant le basket-ball, un sport qui me permet de rythmer ma vie, de me dépenser et de me changer les idées. Mais là, c'est impossible à cause de l'arrêt des activités sportives. C'est très difficile de ne plus pouvoir faire ce sport. Il me manque beaucoup, tant pour le côté activité physique que pour l'énorme côté social. Il ne faut pas négliger cet aspect social du sport, tellement il est important. Je me rends compte maintenant à quel point le basket-ball m'aide énormément et me booste, parce que c'est un sport d'équipe et donc tu peux partager tes expériences, ton ressenti avec tes coéquipières. On s'aide mutuellement et on s'écoute. Tout ça me manque vraiment.

Loric : Euh… Je pense que dans un premier temps, c'était vraiment au niveau scolaire. Passer des cours, cinq jours par semaine à plus rien, surtout dans le milieu artistique, c'est dur. On a dû continuer à avancer dans nos projets sans suivi des professeurs, sans avis extérieur, même parfois sans sujet. Il n'y a plus de portrait, plus de déplacements, donc plus trop de photos, d'images, de rencontres… Chez moi, ça a vraiment été les côtés artistique et scolaire de ma vie qui ont été les plus impactés.

Sébastien : Pour ma part, aucun. Sauf le manque de visite à ma famille et l'interdiction de voyager.

Soraya : Ce sont clairement les relations sociales. Je suis aussi souvent seule avec ma fille et c'est parfois un peu compliqué, elle est beaucoup plus collée à moi, nous avons une relation de « couple » avec les petits problèmes que cela peut engendrer. Cela dit, heureusement qu'elle peut encore aller à l'école et participer à des activités extrascolaires.

Mohammed : Pour moi, c'est la vie scolaire. Je n'ai pas pu voir toutes les matières qu'il fallait et cela va bientôt faire un an que je n'ai plus eu d'examen. À l'école ce n'est plus comme avant, mais il y a quand même des points positifs : j'ai appris à être plus responsable, à être plus autonome, plus autodidacte. Par contre, le problème c'est que cela demande beaucoup de travail, beaucoup d'énergie, beaucoup de contrôle de soi et ce n'est pas facile.

Ségolène : C'est l'aspect social qui a le plus été impacté. Je suis quelqu'un qui a besoin de beaucoup de contacts sociaux donc j'étais toujours à des conférences, des événements, des soirées en boîte, en festivals… J'étais toujours en train de rencontrer de nouvelles personnes. J'ai dû trouver des alternatives, comme tout le monde : des appels vidéo, des balades à distances avec certaines personnes.

Qu'est-ce qui te manque le plus de ta vie d'avant ?

Olivia : Du coup ce qui me manque le plus dans ma vie d'avant, c'est surtout le basket-ball et la vie sociale dans sa globalité, bien entendu, mais c'est vraiment le basket-ball qui me manque le plus. J'en fais depuis que je suis très jeune et je pense que je n'ai jamais été à l'arrêt aussi longtemps. L'activité physique toute seule, c'est bien un moment, mais sur le long terme, cela devient très compliqué surtout quand tu viens d'un sport d'équipe où pratiquer seule est anormal. Au bout de dix mois, ça devient insupportable.
Pour le reste, on trouve d'autres moyens pour maintenir un semblant de vie sociale.

Loric : La culture. Ah ! La culture. Les concerts, les expositions, même si bon voilà, les expositions ont pu reprendre depuis l'été. Mais vraiment, une ouverture vers la culture, comme commencer à réserver des expositions. Ce que j'aime bien avec la culture, c'est que c'est, en principe, spontané, et là, on a beaucoup de… Comment je vais dire ? de procédures à suivre, de restrictions même… C'est bizarre. Vivement le retour de la culture et des concerts.

Sébastien : Sortir, visiter des amis et voyager.

Soraya : Une certaine liberté. La liberté de sortir et rentrer quand je veux, de voir mes proches sans être limitée, de pouvoir voir ma grand-mère, de me faire de nouveaux amis, de faire du sport, de pouvoir respirer à pleins poumons, sans masque, de pouvoir partir un week-end pour me changer les idées, de voyager…

Mohammed : Sortir sans masque ! On respire moins bien et j'ai déjà eu un problème à un arrêt de bus : j'avais baissé mon masque cinq secondes pour respirer, un policier l'a vu de loin et est venu vers moi, et il était assez agressif. Je m'en suis sorti de justesse parce que je lui ai dit que j'avais 17 ans et que je devais prendre le bus. Ce qui me manque aussi c'est de serrer la main des gens. Culturellement, chez nous c'est important et ce contact me manque. Sinon, il y a aussi manger dans un snack et les sorties scolaires. Mais pas trop l'aspect social justement, parce qu'il y avait des amis que je voyais régulièrement et comme personne ne partait en vacances, au contraire, cela nous a plutôt rapprochés.

Ségolène : Ce sont les soirées dans les boîtes et les festivals de musique… C'est vraiment ce qui me manque le plus.

Quel est ton lien avec Promo Jeunes et est-ce que la crise *Covid* l'a modifié ?

Olivia : Mon lien avec Promo Jeunes est multiple, parce que j'y connais beaucoup de personnes. Mon coach de basket-ball et une bonne amie y travaillent. Je connais très bien le directeur exécutif de l'ASBL qui est le père de deux amies de longue date et je suis animatrice sur le projet *FestySports* durant l'été. Et comme la crise *Covid* a quasi mis à l'arrêt le projet *FestySports*, on ne se voit plus. J'ai hâte qu'on reprenne les animations.

Loric : L'année passée, j'ai participé à « Qui Dit Mieux ? », en plein *Covid*. Et puis on a appris en février-mars le fait que j'étais sélectionné et que j'allais être exposé. C'est vrai qu'après, il y a eu ce long mois d'attente pour arriver à voir ces expositions, qui étaient enfin accessibles. J'ai l'impression que dans un premier temps, le Covid a éloigné Promo Jeunes ASBL des jeunes, puis, une fois le confinement de mars-

avril-mai terminé, l'ASBL s'est vraiment rapprochée des jeunes pour essayer de faire bouger un maximum de choses et continuer ses projets. Actuellement je suis stagiaire du projet « Qui Dit Mieux ? » et malgré la situation actuelle, bah, le projet continue et c'est ça qui est important.

Sébastien : Je suis l'aide-comptable de l'ASBL, même si je n'y suis pas directement employé. Mon travail n'a pas été modifié.

Soraya : C'est assez marrant car j'ai commencé à travailler pour Promo Jeunes le 1er mars 2020 et nous avons été confinés le 13 mars ! Mon travail au sein de Promo Jeunes a donc toujours été dépendant du Covid-19.

Mohammed : Je participe aux activités de la *Cité de la Jeunesse* et, puisque je n'avais pas grand-chose à faire pendant les vacances, je venais aider pour le chantier et j'ai été jobiste pour la salle d'étude.

Ségolène : J'assiste à beaucoup de formations organisées par *Zoom Jeunes* et j'ai moi-même donné trois formations, dont je suis fière. Sur la forme, le Covid a modifié les choses, parce qu'on n'est plus en présentiel, donc cela a un impact sur les relations qu'on a avec les autres participants, notamment les discussions informelles pendant les pauses. Par contre, le fait que ce soit en ligne permet que les ateliers soient enregistrés, donc potentiellement revus par d'autres. C'est, *a priori*, positif, mais toutes ces vidéos ont un poids écologique non négligeable.

Est-ce qu'il y a quelque chose que tu aurais aimé que Promo Jeunes propose pendant la crise ?

Olivia : C'est difficile de répondre à ça, parce que je suis concentrée sur la fin de mes études. Ce que j'observe autour de moi, c'est que les étudiants ont besoin d'endroits pour étudier au calme et en dehors de chez eux, où le reste de la famille est en confinement/télétravail. Les bibliothèques universitaires sont restées fermées longtemps. C'était très compliqué pour certains de trouver un endroit dédié à l'étude et ça l'est toujours vu les accès restreints et les limites du nombre d'étudiants acceptés dans les locaux.
Aussi, je pense que ce serait bien de proposer des activités sportives pour les étudiants du Supérieur qui ont tendance à arrêter le sport quand ils sont aux études. Je pense que ça peut être stimulant pour eux de participer à des activités collectives, de temps en temps.

Loric : Je ne pense pas. Enfin, je pense que Promo Jeunes a fait son boulot pendant la crise. Un peu moins au tout début, parce que voilà, c'était une situation inédite pour tout le monde. Beaucoup d'associations et d'entreprises ont dû se réinventer et travailler d'une autre manière sans le contact. Pas évident, j'imagine.

Sébastien : Pour l'instant, rien du tout.

Soraya : Rien de plus que tout ce que nous essayons déjà de mettre en place.

Mohammed : Pas grand-chose, parce qu'on ne pouvait pas faire grand-chose de toute façon, et on a fait de notre mieux.

Ségolène : Peut-être une soirée *networking*. Il y a bien un *mastermind*, mais ce n'est pas la même chose, et je crois que le manque de connexion est ce qu'il manque de manière générale chez les entrepreneurs. Et encore plus maintenant, chez tout le monde.

Un petit mot pour conclure… Ta perception du futur ?

Olivia : La question est trop vaste pour moi. Je pense que la sortie de crise va être l'occasion pour chacun de se lancer de nouveaux défis. Pour ma part, ce sera le début de ma carrière de médecin et ma spécialisation. L'avenir est constitué d'opportunités à saisir.

Loric : On verra. On verra ce que ça donne.

Sébastien : J'espère que tout cela va se terminer et qu'on reprendra une vie normale.

Soraya : Virtuel. Tout se passe derrière les écrans.

Mohammed : Je pense que la suite sera spéciale. Je pense qu'on n'a encore vu que la partie émergée de l'iceberg et que la suite sera pire, parce que ce sont des années très importantes dans notre vie, pendant lesquelles on se construit. Là on est enfermés, on ne peut pas profiter, apprendre des choses, se cultiver humainement, etc. J'ai de l'espoir, mais je pense qu'il y a beaucoup de travail pour la suite. Par contre, je suis inquiet par rapport aux mesures sanitaires, au vaccin, etc.

Ségolène : J'espère que les soirées en boîte et les festivals vont bientôt reprendre ! Sinon, je suis toujours optimiste. Peu importe la manière dont la situation va évoluer, je vais essayer de voir comment en tirer le meilleur parti pour la rendre agréable, pour moi et pour les personnes autour de moi.

Six récits et six vécus différents. Grands oubliés de la lutte sanitaire et de la crise sociale qui en découle, les jeunes s'expriment de plus en plus pour se faire entendre, face aux mesures qui leur sont imposées unilatéralement.

Promo Jeunes ASBL est là pour les écouter.
(Alléluia ! Inch'Allah !)

Jeunes FGTB asbl

jeunes-fgtb.be

Covid-19 : Appel mobilisation contre l'isolement et la précarité étudiante

Nous, étudiants, étudiantes, sommes à bout.

Près d'un an après le début de cette crise sanitaire, il est désormais impossible de nier la détresse psychologique et la précarité rampante parmi les étudiants et les étudiantes. Nous dénonçons le manque de moyens nous concernant mis en place depuis le début de la pandémie, ainsi que l'insuffisance des nouvelles mesures annoncées et la non-concertation du Gouvernement et des universités avec nous, étudiants et étudiantes, vis-à-vis des décisions prises.

L'augmentation du taux de dépression chez les étudiants, les suicides et les décrochages scolaires massifs, nous montrent à quel point la gestion politique de la crise a favorisé l'isolement des étudiants et ses conséquences destructrices.[1] En effet, près de 60 % des étudiants sont en décrochage scolaire, et 80 % d'entre eux se sentent fragilisés psychologiquement, en raison de l'isolement social et de leurs conditions d'étude (lieu non adapté, baisse flagrante de la qualité de l'enseignement, etc.)[2] En plus de l'isolement, la précarité étudiante tue aussi. Celle-ci qui, déjà présente avant la crise, n'a fait que s'accroître. En effet, énormément (plus d'un quart) d'étudiants ont perdu leurs jobs, et cela impacte grandement leurs conditions de vie (difficultés à payer le loyer, les frais alimentaires, scolaires et médicaux) qui dépendent bien souvent de ce revenu.[3] Étant donné le statut précaire de leurs jobs, dû à la non-reconnaissance du statut des étudiants comme adultes et travailleurs en formation, ils n'ont pas droit au chômage temporaire. Ce qui fait que les différentes aides disponibles actuellement ne sont pas suffisantes ou tout bonnement absentes pour répondre aux besoins de toutes et tous. Des alternatives sont pourtant possibles. Au Danemark par exemple, chaque étudiant reçoit un revenu mensuel (une sorte de salaire étudiant) pendant six ans et l'Enseignement supérieur y est gratuit.[4] A cela s'ajoute la fracture numérique (soit l'inégalité d'accès aux outils technologiques), qui creuse les inégalités socio-économiques entre les étudiants et empêche un accès égal à l'enseignement en distanciel.[5]
Il est aberrant de voir que pratiquement aucune aide financière n'a été mise en place pour les étudiants (tandis que plusieurs milliards d'euros ont été alloués pour aider les entreprises et les indépendants).[6] Le manque de considération, d'écoute, de moyens, d'aide, que nous subissons en tant qu'étudiants ne sont pas des problématiques nouvelles, elles préexistaient déjà à la crise. Et il en est de même pour le sous-financement des secteurs publics tel que l'Enseignement supérieur ou bien celui de l'hôpital public.[7] Ce sous-financement de l'Enseignement supérieur s'opère par ailleurs en même temps que le nombre d'étudiants augmente, ce qui rend d'autant plus nécessaire une amélioration des infrastructures pour les accueillir, et l'embauche de personnel pour les accompagner.[8]

Nous finirons par dénoncer la violence et le mépris avec lesquels le Gouvernement a laissé des jeunes dans la misère, et comment il a brisé, via le confinement, l'un de leurs besoins les plus fondamentaux : les relations sociales et affectives, tout en leur faisant porter la responsabilité et la culpabilité de la propagation du virus — lorsque certains d'entre eux, à bout, ne respectent pas les mesures, alors même qu'ils souffrent d'isolement.[9]

Nos revendications

Nous, étudiantes, étudiants, refusons de subir les conséquences de cette gestion désastreuse de la crise, nous ne serons pas cette « génération sacrifiée ». Il aurait pu en être autrement, si les priorités n'avaient pas été les

1| https://www.vie-publique.fr/en-bref/278115-covid-19-incidences-de-la-pandemie-sur-les-jeunes

2| D'après une enquête de la FEF : fef.be/2021/02/03/la-fef-reclame-un-plan-de-deconfinement-de-lenseignement-superieur-et-des-aides-psychologiques-pour-les-etudiants

3| rtbf.be/info/economie/detail_coronavirus-en-belgique-plus-de-60-de-jobs-etudiants-en-moins-pendant-le-mois-de-juillet? id = 10566218

4| lemonde.fr/idees/article/2019/11/27/une-allocation-d-autonomie-pour-les-etudiants-n-aurait-rien-d-une-utopie-budgetaire_6020741_3232.html

5| lemonde.fr/societe/article/2020/05/18/derriere-la-fracture-numerique-pour-les-etudiants-ce-n-est-rien-d-autre-que-la-segregation-sociale_6040028_3224.html

6| use.be/covid-19-les-jobistes-ne-sont-pas-de-la-chair-a-patron/#fnref2

7| Entre 2000 et 2015, le budget pour l'Enseignement supérieur a baissé de 15 % en Fédération Wallonie-Bruxelles : plus.lesoir.be/190802/article/2018-11-19/lenseignement-superieur-sous-finance-par-rapport-au-primaire-et-au-secondaire

8| plus.lesoir.be/338061/article/2020-11-16/lengouement-des-etudiants-pour-les-sciences-se-renforce

9| plus.lesoir.be/319443/article/2020-08-17/coronavirus-les-jeunes-boucs-emissaires-en-temps-de-pandemie

mêmes. Mais il est encore temps de sauver ce qui peut être sauvé.

C'est pourquoi nous revendiquons :

1. Une réouverture progressive des universités et hautes écoles, avec des cours en présentiel, tout en respectant les mesures sanitaires, ainsi que des cours également enregistrés, pour que les personnes à risque puissent ne pas se présenter (mesures hybrides). Nous pensons qu'une réouverture progressive et partielle des universités ainsi que des hautes écoles, est possible et que, compte tenu de la détresse psychologique des étudiants, elle se révèle même être indispensable. Il suffirait que des moyens suffisants soient mis en place : le respect des gestes barrière et le port du masque, des méthodes hybrides d'enseignement, une ventilation adéquate dans les salles de classe, de la prévention et des *testing* rapides. L'université de Brown aux États-Unis a d'ailleurs maintenu depuis avril un taux de positivité très faible sur son campus, grâce à ces mesures.[10]
2. Cependant, ces mesures hybrides doivent être mises en place sans augmenter la charge de travail des enseignants, du personnel administratif et du personnel d'entretien. C'est pourquoi nous revendiquons également une hausse des moyens financiers et humains (recrutement, formations, fonds supplémentaires…).
3. Par réouverture des universités, nous entendons par là également la reprise (avec précaution toujours) des activités culturelles et sportives au sein du campus, car ces activités font partie intégrante de notre vie universitaire. Nous estimons en effet qu'une reprise des cours en présentiel, uniquement, ne suffira pas à soulager le mal-être qu'engendre l'isolement.
4. Un allègement de la matière évaluée pour les étudiants. Par exemple, en privilégiant un modèle d'évaluation continue : qui évaluerait la même masse de matière que le modèle actuel, mais sur un temps plus allongé au fil de plusieurs évaluations — moins dures qu'un examen car moins conséquentes. Cela éviterait la surcharge de matière durant le blocus en plein confinement (comme ces deux derniers quadrimestres) et pourrait réduire le décrochage scolaire, en favorisant un travail plus régulier et des sessions, de fait, plus accessibles. Une autre possibilité peut être de garder le modèle actuel, mais en réduisant la matière individuelle des différents cours.
5. Une prise de décision démocratique entre les professeurs, assistants et les étudiants quant à ces modalités d'apprentissage et d'évaluation.
6. Une semaine de vacances avant la semaine tampon, pour permettre aux étudiants en détresse psychologique de souffler. Nous estimons en effet que la semaine post-blocus n'a pas été suffisante pour nous permettre de véritablement relâcher la pression que nous vivons.
7. Des bourses spéciales *Covid*, pour aider financièrement celles et ceux qui en ont besoin maintenant, ainsi que l'extension du chômage temporaire aux étudiants jobistes. À long terme, nous revendiquons un salaire étudiant, car les étudiants, par leurs nombreuses activités actuellement sous-payées ou exercées à titre gratuit, participent à la production de richesse, et ce notamment via les stages. La garantie d'un revenu durant les études permettrait de lutter contre la précarité étudiante.
8. Un accès à un soutien psychologique gratuit et à une réelle information sur ce sujet.

Toutes ces mesures ne seront possibles que via un refinancement du secteur de l'Enseignement supérieur.

Une réelle prise en compte par le Gouvernement des besoins actuels de tous les étudiants, que ce soit en tant que jobiste, stagiaire, étudiant ou apprenti. Plus généralement, nous revendiquons une concertation des étudiants quant aux décisions gouvernementales prises dans le cadre de la gestion de la crise.

Nous sommes bien entendu solidaires à tous les oubliés de la crise sanitaire, que ce soit le personnel soignant, les personnes sans-papiers, les personnes sans-abri, les personnes précarisées, les personnes âgées, les personnes détenues[11], les femmes[12], les travailleuses surexposées (en grande partie des femmes, mais pas uniquement[13]), le Secteur culturel et l'Horeca.

Ce communiqué est signé par des étudiants en détresse, soutenus par l'Union syndicale Étudiante (section étudiante des Jeunes FGTB)

10| covidrationnel.be/2021/01/19/plaidoyer

11| laclac.org/2020/11/19/revendications-des-detenus-et-de-leurs-proches-19-novembre-2020

12| cite24.com/coups-insultes-violences-policieres-ils-temoignent-de-lenfer-quils-ont-vecu-video

13| lesoir.be/289789/article/2020-03-24/les-femmes-en-premiere-ligne-face-au-coronavirus

LES JEUNES SOCIALISTES
LE MOUVEMENT

MJS asbl

jeunes-socialistes.be

Solitude et Précarité des étudiants et des étudiantes

À 7h30 debout, à 8h15 on est devant notre ordinateur et la journée commence. On termine parfois à 16 heures, parfois à 18 heures voire à 20 heures. Ensuite, on doit préparer les cours du lendemain, les travaux pratiques. On va manger, on regarde un petit film, une petite série et on va dormir. Le lendemain on recommence. Le week-end, on ne peut rien faire, alors on sort juste un peu s'aérer l'esprit, puis on rebosse nos cours et nos travaux pratiques, on se prépare pour la nouvelle semaine. C'est notre quotidien depuis mi-mars (à l'exception des mois de juillet, août et septembre).

C'est donc dans ce climat de solitude ajouté au climat anxiogène de la société actuelle que les étudiants ont dû affronter leur deuxième session d'examens à distance. Les résultats sont, selon les universités, meilleurs que lors des années précédentes. On aurait donc tendance à relativiser la situation. C'est en réalité l'arbre qui cache la forêt. Les étudiants n'avaient plus que ça à faire, étudier. Mais est-ce uniquement cela la vie ?

Les cours en ligne ont été la solution pour faire face à cette épidémie. Mais ils ne peuvent être le seul objectif à long terme. Un échange avec le professeur en ligne (quand il y a un échange) ne remplacera jamais les cours en présentiel. Ce manque d'interactions avec les professeurs rend les cours extrêmement compliqués à suivre.

De plus, comme les universités sont fermées, nous ne voyons plus personne. Aujourd'hui, la solitude et la détresse gagnent plus que jamais les étudiants, il faut agir avant qu'il ne soit trop tard.

Certains étudiants ont la chance de vivre à la campagne dans de belles maisons, avec leur famille avec laquelle ils s'entendent à merveille. Mais ceux-là sont une exception. Beaucoup vivent seuls ou avec une famille avec laquelle la relation n'est pas toujours simple dans des logements souvent trop exigus pour pouvoir y travailler et y rester toutes les journées. Dans ces conditions, la vie devient extrêmement compliquée.

Nous ne voulons pas paraître pour des étudiants qui se plaignent tout le temps, ni des étudiants fainéants, cela nous l'entendons déjà assez en temps normal. En même temps, nous ne voulons pas non plus avoir un diplôme « au rabais » comme nous l'entendons aussi souvent. Il est d'ailleurs étonnant d'entendre ces critiques alors que nous serons les premiers, voire les seuls préjudiciés dans pareille situation. Mais nous voulons simplement vous alerter sur la situation plus que préoccupante de certains étudiants.

De bonnes initiatives naissent à gauche et à droite, cependant il faut les généraliser comme des lieux où, dans le respect de toutes les règles sanitaires, les étudiants peuvent se retrouver, discuter, retrouver un peu de chaleur humaine. La gratuité des rendez-vous chez le psychologue est une très bonne mesure, mais ne peut suffire. Il faut recréer une situation vivable.

Nous pensons aussi qu'est venu le temps d'une réouverture progressive des écoles, des universités dans des dispositions semblables à celle de septembre. Nous pourrions encore plus facilement rouvrir nos lieux de vie si nous mettions en place un véritable *testing* dans nos universités.

Nous ne sommes pas fous ou folles, nous ne demandons pas de tout rouvrir du jour au lendemain, au risque de relancer encore plus l'épidémie et de ruiner tous nos efforts jusqu'ici accomplis.

Nous disons simplement, qu'il est temps de redonner un peu de sens à la vie des jeunes et des étudiants, redonner de l'espoir. La santé mentale de toute une génération est en jeu !

Au-delà de la difficulté psychologique, la précarité financière frappe de plein fouet bon nombre d'entre nous ! L'enseignement est-il devenu un privilège et non un droit ?

En effet, la Ligue de l'Enseignement et de l'Éducation permanente a déclaré que la précarisation étudiante s'accroît de plus en plus au vu des aides financières insuffisantes.

En 2016, le nombre d'étudiants demandant le CPAS avait déjà augmenté de 7,5 fois par rapport à 2002. Aujourd'hui, presque un an après le début de la crise, les étudiants sont encore plus nombreux à avoir perdu un revenu essentiel à leur vie étudiante, leur job étudiant. Aujourd'hui, d'une part, plus de 160000 étudiants ont perdu leurs jobs étudiants durant cette crise épidémiologique, des jobs étudiants qui leur permettaient de se payer leur kot, de se payer à manger et à boire, de se payer leurs vêtements, leurs livres universitaires, etc.
D'autre part, aucune aide a été mise en place pour les

étudiants entrepreneurs dont le chiffre d'affaires a été durement touché.

Sommes-nous seuls face à cette détresse financière ?

Plusieurs aides sont disponibles pour les étudiants telles que le CPAS et les aides sociales accordées par la bourse d'étude ou par les budgets d'aide sociale des universités. Un nouveau montant de 30 millions d'euros a d'ailleurs été débloqué pour les CPAS, c'est une très bonne nouvelle.

Toutefois, les étudiants déplorent la visibilité de ces aides. En effet, très peu d'étudiants connaissent ces aides ou les démarches à suivre afin de les obtenir. Il est nécessaire de mettre en place un plan de communication à l'échelle estudiantine afin d'expliquer les aides sociales et les démarches à suivre, auprès des étudiants de l'enseignement supérieur.

Quant à la bourse d'étude, elle est l'aide la plus connue, mais le plafond des revenus du ménage est fixé à 29 177,90 €, la rendant inaccessible pour de nombreux étudiants précarisés dont les parents dépassent le barème. Ce barème n'est pas adapté à la réalité, puisqu'il a été décidé avant la crise ! Les 29 177,90 € empêchent les étudiants, devenus précarisés, d'accéder à une aide importante. Par ailleurs, 66 % des étudiants ont déclaré lors d'un sondage de la FEF que les critères d'octroi de la bourse d'étude doivent être élargis. Et pour 80 % que le montant des droits d'inscriptions doit baisser. Il faut donc impérativement augmenter le plafond des bourses et diminuer le coût des études.

Quant à la *finançabilité* des étudiants, elle doit être garantie à tous, afin de ne pas accroître les inégalités sociales au sein de l'Enseignement supérieur. Une mesure efficace qui a déjà été accordée pour l'année précédente et qui devrait l'être jusqu'à la fin de cette crise et la fin des conséquences de cette dernière.

Nous sommes aussi conscients de la situation sanitaire actuelle, et fermer les universités était une sage décision. Sauver la vie des plus vulnérables fait partie du devoir des sociétés civilisées. Mais aujourd'hui, il est temps d'entendre le cri de détresse de la jeunesse et de plus que jamais lui venir en aide. « Si la jeunesse n'a pas toujours raison, la société qui la méconnaît et qui la frappe a toujours tort. »[1]

Les Étudiants Socialistes

1| François Mitterrand

Réseau Castor

Réseau Castor asbl

castor.be

Le jardin du renouveau ! Avec la Maison des Jeunes

Traditionnellement, au carnaval, on brûle le Bonhomme Hiver pour faire place bientôt au printemps. Malheureusement, pour ces vacances de carnaval, allumer le grand feu n'a pas été permis, au grand dam des familles, mais aussi des jeunes d'Aiseau-Presles, région de la Basse-Sambre.

Contrariée par le manque criant de perspective lié à la crise COVID, cette tradition, a été revue et réinventée à l'initiative des jeunes et des animateurs, Mike et Micka, de la Maison des jeunes « Le Refuge ». C'est pour rebondir, face aux restrictions et au pessimisme du Covid, qu'est né le projet « Le jardin du renouveau » avec pour slogan : « C'est le temps du renouveau à la MJ ! »

Ce projet collectif était une fenêtre ouverte, vers la lumière, les couleurs, la joie de vivre et, plus encore, il a suscité des moments de bonheur, de *flower power*… Cette véritable contagion a permis de faire rayonner plein d'ondes positives et de communiquer autour du « renouveau ». C'est aussi une initiative qui invite à garder le moral, à se projeter vers le meilleur qui arrive.

Une idée ingénieuse. Au départ d'une vidéo tournée par les jeunes eux-mêmes, invitant les enfants, les ados, les adultes qui le souhaitaient, parfois seuls à la maison, à utiliser leur propre expression pour créer, bricoler, dessiner, peindre, une fleur en papier ou en carton en y associant un message positif. Cette fleur, une fois déposée à la Maison des jeunes, a rejoint « Le jardin du renouveau » avec quantité d'autres fleurs qui, au final, ont constitué une œuvre collective remarquable.

Ce projet a touché directement le cœur des enfants et d'animateurs, du Centre de vacances de la Ferme des Castors, répartis en quatre bulles (règles Covid) qui ont immédiatement pris la balle au bond.

C'est ainsi que plus de 80 fleurs, toutes différentes, créées par les enfants, sont venues agrémenter le jardin de la Maison des Jeunes. Cette œuvre collective démontre que, lorsqu'on s'y met tous ensemble et lorsqu'on y met tout son cœur, on réalise de grandes choses ! On se rend aussi compte que la diversité crée de la beauté et de la richesse.

Le projet continue.

Évidemment, *Le jardin du renouveau* ne demande qu'à être davantage fleuri, alors, avec votre école, votre classe, votre Mouvement de jeunesse, votre famille et vos amis, rejoignez le projet en déposant à la MJ votre belle création et votre chouette message. Avec la MJ, remettons de la couleur dans nos vies.

Adresse :
« Le Refuge »
Maison des Jeunes, rue du centre 82 à 6250 Aiseau

mj@castor.be – mjcastor.be
Responsable : Achille Verschoren, Directeur

Faucons Rouges asbl

fauconsrouges.be

La réforme du calendrier scolaire

Pendant le confinement, certaines familles ont pu vivre à un rythme plus adapté à leurs besoins naturels, avec des parents qui travaillaient moins, des enfants qui pouvaient dormir plus tard, moins de trajets et de course contre le temps. D'autres, au contraire, ont eu encore plus de difficultés à tout combiner, devant travailler tout en s'occupant de leurs enfants. Que l'expérience ait été positive ou négative, cette situation de crise a poussé de nombreuses familles à s'interroger à propos de leurs rythmes de vie. Le rythme de la journée de travail bien sûr, les questions de mobilité, mais aussi le rythme scolaire.

Changer le rythme scolaire est plus respectueux de l'horloge biologique, assurent les experts. Syndicats, parents, Ligue des familles et Ligue des droits de l'Enfant exigent la mise en œuvre d'une réforme écrite il y a 30 ans.

La réforme du calendrier scolaire va impacter toute la société. Elle s'annonce complexe à mettre en œuvre. La proposition replacée au-devant de la scène est celle validée par la Fondation Roi Baudouin et la Ligue des Familles il y a deux ans autour de la question des rythmes scolaires annuels : sept semaines de cours, suivies de deux semaines de congé agencées de part et d'autre des vacances de Noël/Nouvel an, lesquelles feraient office de pivot. Les autres fêtes – Toussaint, Pâques, Carnaval – ne tomberaient plus nécessairement durant une période de congé, mais on conserverait les jours fériés qui y sont liés.

Appliquée entre le 1er septembre et le 30 juin, la formule prive les élèves de deux semaines d'apprentissage, raison pour laquelle les promoteurs de l'opération préconisent de commencer l'année systématiquement un lundi et de la terminer systématiquement un vendredi (quitte à rogner sur juillet). Pour la même raison, on raccourcirait les vacances d'été de deux semaines, prises selon le scénario aujourd'hui d'actualité, sur la fin du mois d'août.

Cette réforme, qui prendra cours dès septembre 2022, bénéficie du soutien de l'ensemble des acteurs de l'Enseignement, elle n'en reste pas moins complexe à mettre en œuvre tant elle touche à des secteurs variés et influence d'autres pans de la société.

En effet, si l'ensemble des calendriers n'était pas aligné, de nombreuses conséquences fâcheuses pourraient être déplorées. Parmi elles, un risque d'indisponibilité des étudiants et des bénévoles pour proposer des camps et des stages aux enfants qui fréquentent notre Mouvement de jeunesse. Cette réforme ne peut donc pas se faire de manière isolée et sans un alignement et une adaptation des autres agendas, des mesures d'accompagnement, des moyens financiers complémentaires afin de maintenir une offre de loisirs de qualité pour tous les enfants.

Latitude JEUNES

Latittude Jeunes asbl

latitudejeunes.be

Guide-Repères bientraitance : le nouveau guide de Latitude Jeunes pour gérer positivement les conflits et les violences en collectivité

Un parent en colère vous tombe dessus au retour d'une animation avec un groupe : Comment réagir ? Comment faire lorsque des enfants crient, frappent et refusent de suivre les règles données au groupe ? Comment intervenir si un enfant est systématiquement exclu par les autres ? Autant de situations déstabilisantes qui peuvent se présenter lorsqu'on gère des collectivités… Et autant de situations abordées dans le nouveau Guide-Repères de Latitude Jeunes.

Le Guide-Repères bientraitance est le troisième d'une collection qui entend outiller les encadrants et encadrantes de groupes de jeunes dans leurs réflexions d'équipe pour gérer des situations de terrain jugées compliquées ou problématiques. Les deux premiers guides concernaient des situations en lien avec la sexualité et l'alimentation, le troisième traite de la gestion positive des situations conflictuelles ou violentes en collectivité. Il ne s'agit pas de donner des recettes toutes faites, de dire « il faut faire ceci ou cela » mais de proposer des balises, des outils pour réfléchir en équipe à comment gérer ces situations au mieux.

Ce guide repose sur dix situations de terrain qui ont été sélectionnées parmi une centaine de témoignages recueillis auprès des jeunes volontaires Latitude Jeunes. Ils concernent soit des conflits, soit des violences. Pour chaque situation, le guide propose des pistes d'analyse, des outils et l'avis d'un expert ou d'une experte. L'idée est de montrer qu'il n'y a pas une seule façon de gérer une situation conflictuelle ou violente. Parfois, il s'agit de changer de point de vue pour trouver une solution ou de prendre du recul pour réaliser que le problème n'est peut-être pas où on le pensait… Mais aussi de prendre conscience que tous et toutes nous avons des ressources pour y parvenir.

L'un des objectifs est d'aider les équipes à prendre un moment de réflexion pour arriver à une résolution *win-win* des conflits ou des violences. Cela demande de prendre conscience de sa posture éducative pour la réajuster mais aussi d'avoir des outils pour analyser la situation : faut-il intervenir ? Si on intervient, comment le fait-on ? Quand le fait-on ? Qui va le faire ?

Concrètement, le guide se compose de trois parties :

- Une première partie qui présente la philosophie et la méthodologie. Elle explique la différence entre conflit et violence et ce qu'est une posture éducative bienveillante. On y trouve aussi l'arbre de la posture éducative bienveillante qui est un arbre décisionnel, une sorte de gouvernail permettant d'analyser la situation, par exemple : Est-ce un conflit ? Une violence ? et d'avoir une idée générale de la manière dont on pourrait intervenir et avec quels outils.
- Une seconde partie qui est constituée par les dix situations. Elles ont été sélectionnées de façon à avoir un panel des différentes problématiques auxquelles on peut être confronté quand on anime des groupes de jeunes ou d'enfants. Elles balaient différents types de violences ou de conflits et concernent aussi bien les animés et animées que celles et ceux qui les encadrent : cela va de la bagarre lors d'une activité sportive à un conflit avec les parents en passant par des situations de discrimination ou encore par des moqueries qui dégénèrent en situation de harcèlement.
- Enfin, une dernière partie est constituée par les outils pour aider à parvenir à une posture éducative adéquate. Le guide présente 5 types d'outils pour tenter de parvenir à son propre diagnostic, à connaître le cadre, à communiquer, à penser autrement et à gérer les conflits. Il se clôture par une fiche de réunion qui synthétise la démarche éducative soutenue par le guide et qui propose des balises pour réfléchir en équipe dans la construction d'une résolution *win-win*.

Vous avez envie d'en savoir plus ? De commander une brochure ? De suivre une formation complète sur le sujet ? N'hésitez pas à suivre nos actualités sur notre site : latitudejeunes.be/nouveau-guide-reperes ou sur nos réseaux sociaux, ou encore à contacter : sophie.vandemaele@solidaris.be

ProJeuneS

TYN asbl

tynasbl.be

Une reconnaissance mieux pour agir

Depuis 2013, *Talented Youth Network* accompagne des jeunes dans leur développement à travers des formations, des rencontres, des échanges en vue de renforcer la confiance en soi et leur implication citoyenne. De manière très concrète, les jeunes apportent leur pierre à l'édifice et posent des actions, à travers des séjours à l'étranger et des rencontres inspirantes, des projets solidaires qui leur permettaient d'être de véritables acteurs de la société et de trouver leur place et leur contribution. Car la particularité des projets est qu'ils partaient de leur volonté, de leur aspiration avec un processus de coconstruction.

Citons en 2019 quelques actions :

- Sensibilisation à la pollution et au respect de l'espace public ;
- Campagne de sensibilisation en ligne avec une vidéo écrite et tournée par les jeunes ;
- Développer des ateliers pour sensibiliser à une consommation plus écologique.

Des centaines de jeunes ont eu l'occasion à travers ces programmes de reprendre confiance en eux : la preuve en est qu'une bonne partie d'entre eux a continué de s'investir dans notre structure ou auprès d'autres partenaires.

Dans un premier temps à Bruxelles, nos activités se sont étendues en Région wallonne pour proposer aux plus de jeunes, notre approche et notre modeste expérience.

Forte de ces résultats et accompagnée par notre fédération ProJeuneS, l'association a introduit une demande de reconnaissance en Groupement de jeunesse pour bénéficier du soutien structurel nécessaire à son développement territorial. Nous avons ainsi mené des actions à Verviers et autour de Louvain-la-Neuve.

Bien qu'ayant reçu un avis favorable de l'administration et du Secteur de la jeunesse, la ministre s'est exclusivement basée sur le rapport d'inspection. Pourtant cet avis ne reflète pas la réalité quotidienne de notre association : notre projet tourne autour de la citoyenneté, il est co-construit avec les jeunes et les résultats sont au rendez-vous : plus de cinq cents jeunes ont pu bénéficier de notre structure et nous continuons au jour le jour à apporter notre plus-value.
C'est dans cette optique que nous avons introduit un recours : nous sommes convaincus d'entrer dans les conditions de reconnaissance et nous présenterons les pièces nécessaires pour le démontrer.

À l'heure du confinement et la détresse de notre jeunesse, nous avons le devoir de faire notre possible pour avoir le soutien nécessaire à leur épanouissement. Nous espérons qu'au bout de cette procédure et avec la mobilisation de chacun(e), nous aurons la possibilité d'être soutenus.

L'équipe de Talented Youth Network

Contact : info@tynasbl.be

SOLSOC

SolSoc asbl

solsoc.be

La protection sociale universelle pour protéger chacun d'entre nous

Mécanisme de prévoyance, la protection sociale permet de faire face aux risques auxquels nous pouvons être confrontés tout au long de la vie ; maladie, grossesse, vieillesse, accidents de travail, invalidité, décès d'un parent. La protection sociale vient alors garantir des revenus de remplacement pour continuer à vivre dignement dans les moments difficiles. Pour la promouvoir, les ONG Solsoc, FOS et IFSI avec le soutien de Solidaris, de la FGTB Horval et de la Centrale Générale, ont lancé la campagne : « La protection sociale est un ~~privilège~~ droit ».

** SolSoc est une organisation non gouvernementale (ONG) de coopération au développement. Avec des organisations du Sud, elle combat l'exclusion et les inégalités en Bolivie, au Burkina Faso, au Burundi, en Colombie, au Maroc, en Palestine, au Sénégal et en République Démocratique du Congo, ainsi qu'en Belgique. Leur objectif commun est de contribuer à la construction d'un monde plus juste et plus démocratique. Faire un don : BE52 0000 0000 5454*

La protection sociale est un droit ! Et pourtant, seuls 27 % de la population mondiale en bénéficie…

La protection sociale est inscrite dans la Déclaration universelle des droits humains depuis 1948 et promue par l'Organisation internationale du travail. Cependant seuls 27 % de la population mondiale en bénéficie. En Afrique, c'est près de 80 % qui n'y ont pas accès. En réponse à ces problématiques, Solsoc, avec l'appui de l'Union Nationale des Mutualités Socialistes, soutient depuis plusieurs années l'extension des mutuelles de santé communautaires. Ces actions sont menées afin de permettre à des familles issues du secteur rural et de l'économie informelle d'accéder à des soins médicaux. C'est dans cette même optique de ne laisser personne de côté que Solsoc et ses partenaires se sont mobilisés autour d'une campagne pour la protection sociale universelle.

Un objectif ambitieux, mais réalisable

La protection sociale universelle est un puissant levier de développement, de lutte contre les inégalités et de résilience face aux crises telles que celles que nous traversons actuellement sur le plan sanitaire, économique et social. Et surtout, la protection sociale est abordable : selon l'OIT, entre 2 et 6 % du PIB mondial peut suffire à garantir à toutes et tous une protection sociale de base. Malgré ces évidences, la volonté politique et l'investissement financier manquent dans de nombreux pays. En Belgique, les gouvernements successifs n'ont cessé de réduire ce budget ces dernières années, ainsi que dans de nombreux pays d'Afrique, d'Amérique latine ou d'Asie où le développement économique prime bien souvent sur la réduction des inégalités. Par le biais de cette campagne, nos organisations réclament que la Belgique investisse davantage dans la protection sociale au sein de sa coopération au développement, soutienne la création d'un Fonds mondial de protection sociale et promeuve la ratification de la Convention 102 de l'OIT concernant la Sécurité Sociale.

Pourquoi demander un fonds mondial de protection sociale ?

Un fonds mondial permettrait de financer la protection sociale universelle en rassemblant dans un fonds commun, des contributions financières des États. Les états dont les capacités économiques et fiscales sont insuffisantes auront la possibilité de faire appel à la coopération internationale pour les soutenir dans leurs objectifs de mettre en place ou renforcer des systèmes de protection sociale dans leur pays.

Une campagne participative

Le lancement de la campagne pour la protection sociale universelle a été l'occasion de dévoiler un nouvel outil. Un site internet a été créé comme support principal de la campagne. Une mappemonde interactive permet de visualiser des informations sur l'accès à la santé et à la protection sociale par pays dans lesquels nos organisations soutiennent des partenaires. Le site proposera bientôt des interviews des organisations partenaires ainsi que des articles et des analyses ayant pour thème la protection sociale. Afin de permettre une bonne compréhension du mécanisme de la protection sociale par nos publics, une vidéo d'animation au ton pédagogique a été mise en ligne.

Sous de bons auspices

Depuis le 30 septembre dernier, la Belgique peut enfin compter sur un nouveau gouvernement qui a vu l'arrivée de Meryame Kitir (Sp.a) en tant que nouvelle ministre de la Coopération au développement. Solsoc est satisfaite de voir qu'à travers sa note d'orientation politique, la ministre a affirmé sa volonté de mettre en place une politique de lutte contre les inégalités, y compris celles de genre, et de soutenir des mécanismes d'accès à la santé qui ne laissent personne sur le côté, tels que la Protection sociale.

Tout en saluant ces engagements de la part du gouvernement belge, Solsoc, FOS, IFIS, Solidaris, la FGTB Horval et la Centrale Générale restent mobilisés pour que la protection sociale puisse protéger chacun d'entre nous, en Belgique et dans le monde.

Découvrez la campagne :
laprotectionsocialeestundroit.org

KIT OJ

Le Kit OJ est un jeu pédagogique qui a pour ambition d'aider les volontaires et les travailleurs du secteur OJ à être mieux outillés pour pouvoir s'insérer de manière optimale dans les dynamiques sectorielles, mieux comprendre le décret OJ, avoir une réflexion sur des questionnements propres au secteur.

ENVIE DE DÉCOUVRIR LE KIT OJ ?

CONTACT
02 502 35 02
projeunes.be - formations@projeunes.be

DIFFÉRENTES POSSIBILITÉS

1/kitoj.be

L'outil est en téléchargement gratuit sur kitoj.be
Le site propose aussi des informations supplémentaires sur le secteur avec notamment une liste de ressources possibles pour financer vos projets, des vidéos, les textes légaux...

2/Prêt

Vous pouvez emprunter gratuitement l'outil :
boulevard de l'Empereur 15 bte 3000 à 1000 Bruxelles
Pour ce faire, complétez le formulaire : kitoj.be/contact

3/Lors des ateliers prévus à l'agenda

Nous organisons régulièrement des ateliers Kit OJ.
Pour vous tenir au courant : projeunes.be

4/Lors d'un atelier sur demande

Nous pouvons venir animer votre équipe avec le Kit OJ.

Outilthèque Kit OJ : kitoj.be/outiltheque

SERVICES

Latitude Jeunes asbl | latitudejeunes.be

Excepté Jeunes asbl | exceptejeunes.be

Promo Jeunes asbl | promojeunes-asbl.be

OxyJeunes asbl | oxyjeunes.be

PhiloCité asbl | philocite.eu

Comité InterUniversitaire des Étudiants en Médecine
cium.be

AUTRES

Réseau Castor asbl | castor.be

TYN asbl | tynasbl.be

MOUVEMENTS

Faucons Rouges asbl | fauconsrouges.be

MJS asbl — Mouvement des Jeunes Socialistes
jeunes-socialistes.be

Jeunes FGTB asbl | jeunes-fgtb.be

FÉDÉRATIONS DE CENTRES DE JEUNES ET D'ORGANISATIONS DE JEUNESSE

ProJeuneS asbl | projeunes.be

CIDJ asbl | cidj.be

For' J asbl | forj.be

ProJeuneS

ASBL Fédération des jeunes socialistes et progressistes

40